



PREFETE DE SEINE-ET-MARNE

PREFET DU VAL-D'OISE

Arrêté inter-préfectoral n° 2014/DCSE/M/008 du 27 juin 2014

autorisant la construction et l'exploitation par la société des Transports Pétroliers par Pipeline (TRAPIL)
de la déviation de la canalisation de transport d'hydrocarbures
"LE HAVRE - PARIS branche VIGNY - ROISSY section T72/T73"
située sur le territoire des communes d'Eplais-les-Louvres dans le département du Val-d'Oise
et de Mauregard, le Mesnil-Amelot, Mitry-Mory, et Compans dans le département de Seine-et-Marne

La Préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Le Préfet du Val-d'Oise,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le code de l'environnement, chapitres IV et V du titre V du Livre V ;
- VU le code de l'urbanisme, titre II du Livre I ;
- VU la loi n° 49-1060 du 2 août 1949 modifiée relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région Parisienne et à la création d'une société des transports pétroliers par pipe-lines ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU le décret du Président de la République en date du 12 juillet 2012 portant nomination de Madame Nicole KLEIN, Préfète de Seine et Marne ;
- VU le décret du Président de la République en date du 26 août 2010 portant nomination de Monsieur Serge GOUTEYRON, Sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 12/PCAD/84 du 30 juillet 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Serge GOUTEYRON, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance, modifié par l'arrêté préfectoral n°13/PCAD/107 du 28 octobre 2013 ;
- VU le décret du Président de la République en date du 17 janvier 2013 portant nomination de Monsieur Jean-Luc NEVACHE en qualité de préfet du Val d'Oise ;
- VU le décret du Président de la République en date du 20 mai 2010 nommant Monsieur Jean-Noël CHAVANNE en qualité de secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;
- VU l'arrêté préfectoral 11046 du 4 juillet 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Noël CHAVANNE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 août 2006 modifié portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides et liquéfiés et de produits chimiques ;
- VU l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- VU la demande et le dossier présentés initialement le 28 janvier 2013 et complétés en dernier lieu le 30 juillet 2013 par la société des Transports Pétroliers par Pipeline (TRAPIL) dont le siège social est situé au 7/9 rue des Frères Morane – 75738 PARIS CEDEX 15 en vue de construire et d'exploiter une déviation de la canalisation de transport d'hydrocarbures "LE HAVRE - PARIS branche VIGNY - ROISSY section T72/T73 " sur le territoire des communes d'Eplais-les-Louvres dans le département du Val-d'Oise et de Mauregard, Le Mesnil-Amelot, Mitry-Mory, et Compans dans le département de Seine-et-Marne ;

- VU les avis et observations formulés dans le cadre de la consultation des services et des collectivités territoriales intéressées, à laquelle il a été procédé en date du 8 juillet 2013 pendant une durée de 2 mois, dans le cadre de l'instruction administrative réglementaire ;
- VU les réponses apportées par la société des Transports Pétroliers par Pipeline (TRAPIL) aux observations formulées au cours de la consultation administrative susmentionnée ;
- VU l'avis en date du 3 octobre 2013 du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France en sa qualité d'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement ;
- VU le courrier et le rapport en date du 4 octobre 2013 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France jugeant complet et régulier le dossier modifié par le pétitionnaire dans sa version du 30 juillet 2013 ;
- VU la décision n° E13000161/77 du 12 novembre 2013 de la Présidente du Tribunal Administratif de Melun désignant M. Alain LEGOUHY, formateur géomètre topographe, en retraite, en qualité de commissaire enquêteur, et Mme Marie-Françoise SEVRAIN, consultante en environnement, en qualité de suppléante, pour procéder à l'enquête publique relative à la demande susvisée ;
- VU l'arrêté inter-préfectoral en date du 19 novembre 2013 donnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 35 jours consécutifs du vendredi 27 décembre 2013 au jeudi 30 janvier 2014 inclus sur le territoire des communes de Mauregard le Mesnil-Amelot, Mitry-Mory, Thieux, et Compans (77), d'Epiais-les-Louvres et Chennevières-les-Louvres (95) conformément au II de l'article R555-16 du Code de l'Environnement ;
- VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes précitées de l'avis au public ;
- VU la publication de cet avis dans les journaux LE PARISIEN édition de Seine-et-Marne et LA MARNE diffusés dans le département de Seine-et-Marne, ainsi que dans les journaux LE PARISIEN édition du Val-d'Oise et L'ECHO REGIONAL pour le département du Val-d'Oise ;
- VU l'accomplissement des formalités de publication sur les sites internet des préfectures des départements de Seine-et-Marne et du Val-d'Oise ;
- VU les résultats de l'enquête publique en date du 30 janvier 2014 ;
- VU les mémoires et engagements, pouvoirs et autres pièces produits par la société des Transports Pétroliers par Pipeline (TRAPIL) à l'appui de cette demande ;
- VU les registres de l'Enquête Publique qui s'est déroulée du vendredi 27 décembre 2013 au jeudi 30 janvier 2014 inclus, le rapport n°E13000161/77 et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 27 février 2014 ;
- VU l'avis favorable formulé par le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France, dans son rapport n° 14UT75-26830 du 29 avril 2014, sur le projet susmentionné ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du département du Val-d'Oise du 12 juin 2014 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du département de Seine-et-Marne du 26 juin 2014 ;
- VU le projet d'arrêté inter-préfectoral statuant sur la demande transmis par courrier et courriel en date du 26 juin 2014 au pétitionnaire pour observation éventuelle,
- VU le courrier électronique du 26 juin 2014 de la société TRAPIL ne formulant pas d'observation sur le projet d'arrêté inter-préfectoral ;

CONSIDERANT que la canalisation est déviée pour permettre la construction d'une section de l'autoroute A104 et ainsi boucler la Francilienne ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

SUR PROPOSITIONS des Secrétaires Généraux des préfectures de Seine-et-Marne et du Val-d'Oise ;

ARRETERENT

ARTICLE 1^{er} :

La société des Transports Pétroliers par Pipeline (TRAPIL) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à construire et à exploiter, la déviation de la canalisation de transport d'hydrocarbures "LE HAVRE - PARIS branche VIGNY - ROISSY section T72/T73 " détaillée dans les articles suivants, établie conformément au projet de tracé figurant sur le plan, à l'échelle du 1/25 000, annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

L'autorisation concerne l'ouvrage de transport décrit ci-après :

Désignation	Longueur approximative (km)	Pression maximale de service (bar)	Diamètre extérieur réel (mm)	Capacité maximale annuelle (m ³)	Nature du fluide transporté
Dévation "VIGNY ROISSY section T72/T73 "	7,2	50,24 bars	558,8 (22")	2 000 000	Hydrocarbures

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation de l'ouvrage mentionné au présent article.

ARTICLE 3 :

Les tubes utilisés sont conformes à la catégorie B, définie à l'article 8 de l'arrêté du 4 août 2006 modifié susvisé. Les canalisations sont enterrées à une profondeur d'au moins 1,6 m compté au-dessus de la génératrice supérieure du tube.

Un dispositif avertisseur doit être mis en place sur la totalité des tronçons du projet au-dessus de la canalisation (hors zones de pose sans tranchée ouverte). Les caractéristiques de ce dispositif et ses conditions de pose doivent respecter les exigences du guide professionnel n°2007/02.

Pour la traversée des voies routières, la canalisation devra être protégée par une protection mécanique ayant un facteur de réduction des risques équivalent au moins à 0,05. En cas de recours à des gaines, elles seront conçues de façon à éviter la stagnation d'eau au contact de la canalisation.

Le revêtement de la canalisation sera en polyéthylène triple couche.

L'épreuve hydrostatique réglementaire de la déviation sera réalisée en eau. Le volume nécessaire est d'environ 1 600 m³. Le remplissage en eau sera réalisé en plaçant un racleur mousse en tête suivi d'un racleur à coupelles. L'eau de remplissage sera acheminée sur site ou prise dans un circuit de pompage sous réserve d'autorisation du propriétaire. Le mode opératoire sera précisé avant les travaux. Aucun pompage dans un cours d'eau existant ne sera réalisé. L'eau devra être chimiquement neutre. Un bouchon d'eau sera intercalé entre ces racleurs. Une circulation d'eau sera maintenue après l'arrivée des racleurs à l'autre extrémité pour diminuer l'importance des poches d'air. L'évacuation de l'eau se fera par camion citerne vers un centre de traitement adapté.

A la fin de la construction, et préalablement aux opérations de raccordement, la canalisation sera inertée en azote.

ARTICLE 4 :

L'ouvrage sera construit sur le territoire de la commune d'Eplais-les-Louvres dans le département du Val-d'Oise ainsi que dans les communes de Mauregard, du Mesnil-Amelot, de Mitry-Mory, et de Compans dans le département de Seine-et-Marne.

ARTICLE 5 :

La construction de l'ouvrage autorisé devra être entreprise dans un délai de deux ans à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 6 :

La mise en service devra se faire conformément aux dispositions de l'article R555-41 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 :

La construction et l'exploitation de l'ouvrage autorisé devront se faire conformément aux dispositions décrites dans les pièces du dossier dans sa version du 30 juillet 2013 présenté par la société TRAPIL, sans préjudice des prescriptions du présent arrêté.

Les caractéristiques de l'ouvrage respecteront notamment les codes de construction et normes en vigueur ainsi que les guides professionnels reconnus par les services de l'État et applicables à la conception et à la construction des canalisations de transport visées par l'arrêté ministériel du 04 août 2006 modifié susmentionné.

La pose de la canalisation est réalisée de façon à minimiser l'impact sur l'environnement lors de sa construction.

Toute modification dans les caractéristiques de l'ouvrage devra préalablement à sa réalisation être portée à la connaissance de l'autorité compétente conformément aux dispositions de l'article R555-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 8 :

Des consignes écrites sont élaborées et tenues à jour afin de fixer les règles d'exploitation et de sécurité de la canalisation. L'exploitant s'assure de leur diffusion et de leur connaissance par les personnels concernés.

Le transporteur établit un plan de sécurité et d'intervention en application de l'article R555-42 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 :

Le transporteur établit un plan de surveillance et de maintenance des ouvrages prévu à l'article R555-43 du code de l'environnement afin de maintenir l'intégrité des canalisations pendant toute la durée de l'exploitation.

ARTICLE 10 :

L'exploitant est tenu de communiquer au guichet unique l'ensemble des informations visées à l'article R554-7 du code de l'environnement. Il met en œuvre toutes les procédures internes pour respecter les articles R554-22 et R554-23 du code de l'environnement.

ARTICLE 11 :

La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée dans les conditions fixées par l'article L555-18 du code de l'environnement.

ARTICLE 12 :

La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par autorisation de l'autorité compétente, dans les dispositions prévues à l'article R555-27 du code de l'environnement.

ARTICLE 13 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif compétent :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de la canalisation de transport présente pour les intérêts mentionnés au II de l'article L555-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication au recueil des actes administratifs. Toutefois, si la mise en service de la canalisation de transport n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage des décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 14 :

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Seine-et-Marne et du Val d'Oise. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Une copie de la présente autorisation est transmise à la société TRAPIL et aux maires des communes d'Epiais-les-Louvres et Chennevières-les-Louvres dans le département du Val-d'Oise et de Mauregard, du Mesnil-Amelot, de Mitry-Mory, de Thieux et de Compans dans le département de Seine-et-Marne

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise est affiché dans ces mairies pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité est justifiée par un procès-verbal d'affichage établi les mairies concernées.

Un dossier de l'opération autorisée est mis à la disposition du public à la Préfecture de Seine-et-Marne et à la Préfecture du Val-d'Oise (direction départementale des Territoires), ainsi que dans les mairies concernées pendant deux mois à compter de la publication de l'arrêté.

Un avis relatif au présent arrêté est inséré par les soins de la préfète et aux frais du bénéficiaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Seine-et-Marne et du Val d'Oise. Il indique les lieux où le dossier de demande de demande d'autorisation de l'opération peut être consulté.

Le présent arrêté est consultable sur le site Internet des Services de l'Etat :

- en Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/> à la rubrique « Politiques publiques – Environnement et cadre de vie »),
- dans le Val-d'Oise (<http://www.val-doise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques>)
- sur le site de la direction départementale des territoires de Seine-et-Marne pendant une durée d'un an.

ARTICLE 15 :

Les secrétaires généraux des préfectures de Seine-et-Marne et du Val-d'Oise, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, les maires des communes d'Epiais-les-Louvres, de Chennevières-les-Louvres, de Mauregard, du Mesnil-Amelot, de Mitry-Mory, de Thieux et de Compans, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'à

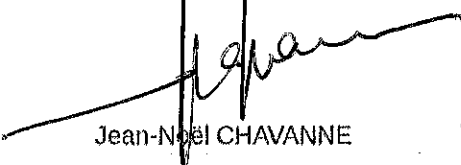
- la Société TRAPIL
- le Directeur régional et interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France – Pôle Canalisations et ESP
- le Directeur Départemental des Territoires de Seine-et-Marne
- le Directeur Départemental des Territoires du Val-d'Oise

La Préfète de Seine-et-Marne,
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Serge GOUTEYRON

Le Préfet du Val-d'Oise
Pour le Préfet et par Délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture



Jean-Noël CHAVANNE

